

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/006117]

16 MEI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het enkele procedurereglement van de Raad van beroep van Wallonie-Bruxelles Enseignement

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, zoals gewijzigd;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 117;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 maart 1998 tot vaststelling van de samenstelling van de Raad van beroep van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het bijgevoegde enkele procedurereglement van beide afdelingen van de Raad van beroep van Wallonie-Bruxelles Enseignement, wordt goedgekeurd.**Art. 2.** De Administrateur-generaal van "Wallonie Bruxelles Enseignement" wordt belast met de uitvoering van dit enkele procedurereglement .

Brussel, 16 mei 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLETDe Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/007442]

16 JUILLET 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2023 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible ;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° " Ministre " : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;

2° " Loi " : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014;

3° " Décret " : le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. Elisabeth Degryse, Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture et des Relations internationales et intra-francophones, est compétente pour :

1° la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication;

2° les relations intra-belges, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement;

3° les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi;

4° la demande d'ordonner des poursuites, la participation à l'élaboration des directives de politique criminelle et la participation aux réunions du collège des procureurs généraux, telles que visées à l'article 11bis de la loi;

5° la coordination des dossiers relatifs aux fonds structurels européens, de leur mise en oeuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales;

6° l'évaluation, la prospective et la statistique;

7° le budget, les finances et la trésorerie;

8° la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale;

9° l'enseignement supérieur, en ce compris :

a. l'enseignement universitaire;

b. l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;

c. l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;

d. les statuts du personnel de l'enseignement supérieur;

10° les allocations et prêts d'études;

11° les hôpitaux universitaires, tels que visés à l'article 3, 6°, a), du décret, et les conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux universitaires, telles que visées à l'article 3, 6°, b), du décret;

12° les bâtiments scolaires;

13° les matières culturelles, telles que visées à l'article 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, de la loi, en ce compris le cinéma ;

14° le contrôle des films, en vue de l'accès des mineurs aux salles de spectacle cinématographique, tel que visé à l'article 5, V, de la loi.

Art. 3. Valérie Glatigny, 1^{ère} Vice-Présidente et Ministre de l'Education et de l'Enseignement de promotion sociale, est compétente pour :

1° l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la Constitution, en ce compris :

a. l'enseignement fondamental;

b. l'enseignement secondaire;

c. la matière définie à l'article 4, 11°, de la loi à l'exception des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance;

d. la reconversion et le recyclage professionnels;

e. l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

f. l'enseignement artistique de niveau secondaire;

g. l'inspection de l'enseignement;

h. les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;

i. la formation postscolaire et parascolaire, telle que visée à l'article 4, 12°, de la loi;

j. les statuts des personnels de l'enseignement obligatoire, à l'exception de l'enseignement supérieur;

k. la formation intellectuelle, morale et sociale, telle que visée à l'article 4, 14°, de la loi;

l. les centres psycho-médico-sociaux;

m. l'enseignement spécialisé;

n. les écoles européennes;

o. l'orientation scolaire;

p. le pilotage inter-réseaux;

2° l'enseignement de promotion sociale;

3° les statuts des personnels de promotion sociale;

4° l'enseignement à distance;

5° le financement des infrastructures touristiques sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6° la promotion de Bruxelles au niveau national et international;

7° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

8° assister au Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'article 76 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Art. 4. Valérie Lescrenier, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse et des Maisons de Justice, est compétente pour :

1° la coordination de la politique du Gouvernement relative à la réalisation des droits de l'enfant;

2° la politique de santé qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 6°, f), du décret;

3° l'aide aux personnes qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 7°, a), du décret;

4° les centres de vacances, pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4, 7°, 12°, 14°, et 5 de la loi, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

5° les activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants, tels que visés à l'article 3, 6°, e), du décret;

6° l'accueil de l'enfance;

7° l'Office de la naissance et de l'enfance;

8° l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7°, b) à f), du décret;

9° la politique de la jeunesse, telle que visée à l'article 4, 7°, de loi;

10° l'organisation, le fonctionnement et les missions des maisons de justice et du service compétent pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la surveillance électronique, tels que visés à l'article 5, III, de la loi.

Art. 5. Jacqueline Galant, Ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias, est compétente pour :

1° l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, tels que visés à l'article 4, 9°, de la loi, à l'exclusion des matières visées à l'article 3, 1°, du décret;

2° le contrôle médico-sportif, tel que visé à l'article 3, 6°, g), du décret;

3° les aspects de contenu et techniques des services de médias audiovisuels et sonores, tels que visés à l'article 4, 6°, de la loi, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;

4° le soutien à la presse écrite, tel que visé à l'article 4, 6° bis, de la loi;

5° la fonction publique et l'administration;

6° la simplification administrative;

7° l'e-gouvernement et l'informatique administrative;

8° l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière;

9° l'authentification des actes à caractère immobilier tels que visés à l'article 6quinquies de la loi;

10° la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement.

Art. 6. Adrien Dolimont, Ministre de la Recherche, est compétent pour :

1° la recherche scientifique, en ce compris l'encouragement à la formation des chercheurs tel que visé à l'article 4, 2°, de la loi;

2° les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et au F.R.I.A.;

3° l'Académie royale des Sciences.

Art. 7. Yves Coppieters, Ministre de la Santé, des droits des femmes et de l'égalité des chances, est compétent pour :

1° l'Académie royale de Médecine, telle que visée à l'article 3, 6°, c), du décret;

2° l'agrément et le contingentement des professions des soins de santé;

3° la Société scientifique de médecine générale;

4° les droits des femmes;

5° l'égalité des chances et l'interculturalité.

Art. 8. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par la Ministre-Présidente.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2023 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 11. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juillet 2024.

La Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture
et des Relations internationales et intra-francophones,
E. DEGRYSE

La Première Vice-Présidente et Ministre de l'Education et de l'Enseignement de promotion sociale,
V. GLATIGNY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse et des Maisons de Justice,
V. LESCRENIER

Le Ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias,
J. GALANT

Le Ministre de la Recherche,
A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, des droits des femmes et de l'égalité des chances,
Y. COPPIETERS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/007442]

16 JULI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 en 129 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximumaantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2023 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de bijzonder dringende noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te zorgen voor de continuïteit van de openbare dienst;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet worden geboden om zo doeltreffend mogelijk te kunnen werken;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder:

1° "Minister": een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° "Wet": de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

3° "Decreet": het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen.

Art. 2. Elisabeth Degrise, Minister-Presidente, belast met Begroting, Hoger Onderwijs, Cultuur en Internationale Intra-Franstalige Betrekkingen, is bevoegd voor:

1° de coördinatie van het Regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;

2° de intra-Belgische betrekkingen, met inbegrip van het aanhangig maken van vraagstukken bij het Overlegcomité Federale Regering, Regeringen van de Gemeenschappen en Gewesten, de werking van de instellingen en de betrekkingen met het Parlement;

3° de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen, en de ontwikkelingssamenwerking zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet;

4° het verzoek om vervolgingen te bevelen, de deelneming aan de uitwerking van de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid en de deelneming aan de vergaderingen van het college van procureurs-generaal, zoals bedoeld in artikel 11bis van de wet;

5° de coördinatie van de dossiers betreffende de Europese structuurfondsen, de toepassing en de evaluatie ervan, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, nationale en gewestinstellingen;

6° de evaluatie, de prospectie en de statistiek;

7° de begroting, de financiën en de thesaurie;

8° de verdeling van de middelen uit de Nationale Loterij;

9° het hoger onderwijs, met inbegrip van:

a. het universitair onderwijs;

b. het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;

c. het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;

d. de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;

10° de studietoelagen en -leningen;

11° de universitaire ziekenhuizen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, a), van het decreet, en de revalidatieovereenkomsten die met de universitaire ziekenhuizen worden gesloten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, b), van het decreet;

12° de schoolgebouwen;

13° de culturele aangelegenheden, zoals bedoeld in artikel 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, van de wet, met inbegrip van de filmsector;

14° de filmkeuring, met het oog op de toegang van minderjarigen tot bioscoopzalen, zoals bedoeld in artikel 5, V, van de wet.

Art. 3. Valérie Glatigny, Eerste Vice-Presidente en Minister van Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie, is bevoegd voor:

1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, met inbegrip van:

- a. het basisonderwijs;
 - b. het secundair onderwijs;
 - c. de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de wet, met uitzondering van de opdrachten toevertrouwd aan de "Office de la naissance et de l'enfance";
 - d. de beroepsomscholing en -bijscholing;
 - e. het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;
 - f. het kunstonderwijs van het secundair niveau;
 - g. de inspectie van het onderwijs;
 - h. de parascolaire activiteiten, de hulppersonen voor het onderwijs en de informatie;
 - i. de post- en parascolaire vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 12°, van de wet;
 - j. de statuten van het personeel van het leerplichtonderwijs, met uitzondering van het hoger onderwijs;
 - k. de intellectuele, morele en sociale vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 14°, van de wet;
 - l. de psycho-medisch-sociale centra;
 - m. het gespecialiseerd onderwijs;
 - n. de Europese scholen;
 - o. de schooloriëntatie;
 - p. de netoverschrijdende sturing;
- 2° het onderwijs voor sociale promotie;
- 3° de statuten van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;
- 4° het afstandsonderwijs;
- 5° de financiering van de toeristische infrastructuur op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 6° de promotie van Brussel op nationaal en internationaal niveau;
- 7° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

8° het bijwonen van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 76 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Art. 4. Valérie Lescrenier, Vice-Presidente en Minister van Kind, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd en Justitiehuisen, is bevoegd voor:

- 1° de coördinatie van het Regeringsbeleid met betrekking tot de verwezenlijking van de rechten van het kind;
- 2° het gezondheidsbeleid, dat behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la naissance et de l'enfance" worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, f), van het decreet;
- 3° de bijstand aan personen, die behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la naissance et de l'enfance" worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, a) van het decreet;
- 4° de vakantiecentra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4, 7°, 12°, 14°, en 5 van de wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering ervan aangenomen decreten;
- 5° de activiteiten en diensten inzake preventieve geneeskunde bestemd voor zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, e), van het decreet;
- 6° de kinderopvang;
- 7° de "Office de la naissance et de l'enfance";
- 8° de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, b) tot f), van het decreet;
- 9° het jeugdbeleid, zoals bedoeld in artikel 4, 7° van de wet;
- 10° de organisatie, de werking en de opdrachten van de justitiehuisen en van de bevoegde dienst die de uitwerking en de opvolging van het elektronisch toezicht organiseert, zoals bedoeld in artikel 5, III, van de wet.

Art. 5. Jacqueline Galant, Minister van Sport, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Media, is bevoegd voor:

- 1° de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens, zoals bedoeld in artikel 4, 9°, van de wet, met uitsluiting van de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet;

2° de sportmedische keuring, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, g), van het decreet;

3° de inhoudelijke en technische aspecten van de audiovisuele en de auditieve mediadiensten, zoals bedoeld in artikel 4, 6°, van de wet, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de Federale Regering;

4° de hulp aan de geschreven pers, zoals bedoeld in artikel 4, 6° bis, van de wet;

5° de ambtenarenzaken en het bestuur;

6° de administratieve vereenvoudiging;

7° het e-government en de administratieve informatica;

8° de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende zaken;

9° het authenticeren van de handelingen met een onroerend karakter, zoals bedoeld in artikel 6*quinquies* van de wet;

10° het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement".

Art. 6. Adrien Dolimont, Minister van Onderzoek, is bevoegd voor:

1° het wetenschappelijk onderzoek, met inbegrip van de aanmoediging van de vorming van navorsers, zoals bedoeld in artikel 4, 2°, van de wet;

2° de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;

3° de "Académie royale des Sciences".

Art. 7. Yves Coppieters, Minister van Gezondheid, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen, is bevoegd voor:

1° de "Académie royale de Médecine", zoals bedoeld in artikel 3, 6°, c), van het decreet;

2° de erkenning en de contingentering van de gezondheidszorgberoepen;

3° de "Société scientifique de médecine générale";

4° vrouwenrechten;

5° de gelijke kansen en interculturaliteit.

Art. 8. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 9. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2023 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 11. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 juli 2024.

De Minister-President, belast met Begroting, Hoger Onderwijs, Cultuur en Internationale
en Intra-Franstalige Betrekkingen,
E. DEGRYSE

De Eerste Vice-President en Minister van Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
V. GLATIGNY

De Vice-President en Minister van Kind, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd en Justitiehuisen,
V. LESCRENIER

De Minister van Sport, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Media,
J. GALANT

De Minister van Onderzoek,
A. DOLIMONT

De Minister van Gezondheid, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Y. COPPIETERS